



# CONTRE LA LIQUIDATION DE NOS EMPLOIS !

Nous avons appris, par presse interposée, que Marc Fesneau, ministre des Relations avec le parlement, a rendu visite à François Jolivet, le député L REM de l'Indre dans le cadre de sa candidature aux élections régionales, pour discuter de la situation actuelle de l'usine, tout en oubliant le fait qu'elle découlait des politiques de Macron et ses copains qui parlent d'écologie, de relocalisation de production et donnent des milliards d'euros à RENAULT pour délocaliser la production de ses roues dans des pays où les normes sociales et environnementales sont moins regardantes qu'en France.

Un non-sens économique et écologique, car produire à Châteauroux plutôt qu'au Maroc permet d'économiser 100 000 tonnes de CO<sub>2</sub>, ce qui est l'équivalent de la consommation en CO<sub>2</sub> d'une ville de 10 000 habitants (source expertise du CSE par Syndex).

On est quand même heureux de lire dans la presse que l'Etat va nous donner 2 Millions d'euros pour les 2 à 3 mois à venir. Mais nous, la CGT, ce n'est pas des millions d'euros que l'on veut, c'est pouvoir fabriquer les millions de roues des 1,5 million de véhicules qui sortent chaque année des lignes de production des donneurs d'ordre que sont Renault et PSA.

**Les directions de RENAULT et PSA sont claires, elles ne sont pas là pour faire du social mais pour satisfaire les actionnaires. Rien à faire des salariés de Liberty Wheels !!!**

Le plus surprenant, c'est que l'Etat, qui est actionnaire de ces entreprises, ne demande rien en contrepartie à ceux-ci et en plus il leur donne un pognon de dingue.

Il n'y a qu'à voir les milliards d'euros que l'Etat a versé à RENAULT et PSA !!! Ce sont plus de 10 milliards depuis 2009 pour sortir des crises économiques successives pour soi-disant aider leurs sous-traitants fabriquant en France.

Dernièrement RENAULT vient de recevoir un chèque de **5 milliards d'euros pour un prêt garanti par l'Etat** qui n'aura pas d'autres garanties que le non-versement de dividendes que ceux déjà annoncé par le constructeur. Rien sur les emplois, la production et l'investissement. Pourtant il suffirait d'1 ou 2 % de cette somme pour refaire l'usine de Diors à neuf.

Mais ces deux donneurs d'ordre que sont Renault et PSA, au nom du sacro-saint profit, préfèrent, pour quelques euros de bénéfice par roue (entre 1,5 et 5 € ou entre 6 et **20 € par voiture**) se fournir et se développer dans les pays dits "low cost" que de faire vivre **la dernière usine fabriquant des roues en aluminium en France !!!**

**Et l'Etat, qui est actionnaire dans PSA et RENAULT, dans tout ça, n'est-il pas complice de ce qui peut nous arriver ? Car lui aussi, au nom de la rentabilité, ne préfère-t-il pas les dividendes que génèrent ces entreprises au détriment de nos emplois ?**

Sûrement, car le gouvernement a créé un fonds de 50 millions d'euros avec un apport de 20 millions de Renault pour licencier les salariés des fonderies. Cela démontre le manque de volonté politique de l'Etat de contraindre les deux constructeurs à respecter leurs engagements et à relocaliser des volumes en France.

Tout le monde sait bien qu'Alvance Aluminium Wheels ne vivra pas sans une volonté de Renault et PSA de la voir vivre et prospérer. Des milliers de véhicules thermiques ou électriques sortent chaque année des usines et ont besoin de roues !!! **Ça tombe bien, on sait les faire.**

### **C'est pourquoi la CGT :**

- revendique le droit de travailler et vivre dans l'Indre,
- exige des garanties de volumes et de prix,
- exige de devenir le sous-traitant privilégié de Renault et PSA,
- exige l'entrée à 100 % dans le capital de l'entreprise de Renault et PSA,
- exige des investissements dignes de ce nom.

**POUR QUE LA DERNIERE ENTREPRISE A FABRIQUER DES  
ROUES ALUMINIUM EN FRANCE VIVE,  
Défendons-là**



**Rassemblement 30 avril à 13h30 devant le site  
et le 1<sup>er</sup> mai 10 h 30 place de la République à  
Châteauroux**